

Premier pas vers la responsabilité sociale

Dominique Forget

Étudiants en administration, tenez-vous le pour dit : les modes de gestion qui ont forgé le paysage économique ne seront bientôt plus les mêmes. Les entreprises qui, il n'y a pas si longtemps, ne vivaient que par et pour le profit, sont en train de développer un discours responsable, et parfois même d'acquiescer une véritable conscience sociale... Starbucks vend du café équitable. McCain n'utilise plus de pommes de terre génétiquement modifiées. Même McDonald prétend vouloir faire la promotion d'habitudes de vie saines!

Le pari est loin d'être gagné, mais Corinne Gendron, professeure au Département d'organisation et ressources humaines et chercheuse principale à la Chaire économie et humanisme, croit que la transition vers une *économie au service de la personne* est bel et bien amorcée. «Le discours des hauts dirigeants d'entreprises a radicalement changé, souligne-t-elle. On entend moins les propos très durs d'autrefois, uniquement axés sur la rentabilité. Au sein des cercles d'affaires comme à Davos, on discute maintenant de projets de société. On n'a pas le choix si l'on veut faire face aux problèmes qui nous pendent au bout du nez.»

Le virage vert...

Les problèmes auxquels la chercheuse fait référence ont trait notamment aux iniquités entre les groupes sociaux, à la surexploitation des ressources naturelles et à la perturbation des écosystèmes. Selon Corinne Gendron, l'heure du développement durable a sonné et personne ne peut plus faire la sourde oreille. C'est d'ailleurs pour aider les entreprises à prendre le virage vert qu'elle publiera en février un livre intitulé *La gestion environnementale et ISO 14 000*.

Qu'est-ce que ISO 14 000? En bref, il s'agit d'une norme internationale qui permet aux entreprises de s'engager dans un processus d'amélioration continue envers la gestion de l'environnement. Plus de 50 000 institutions sont déjà certifiées à travers le monde. Le Japon et l'Allemagne ont une avance à ce chapitre alors que le Canada est en treizième position. Nos entreprises devront se mettre au pas si elles veulent s'ouvrir au commerce international. En effet, de plus



Photo : Michel Giroux

Corinne Gendron, professeure au Département d'organisation et ressources humaines.

en plus d'entreprises européennes exigent que leurs sous-traitants soient certifiés.

Le livre de Corinne Gendron s'adressera autant aux étudiants qui désirent se familiariser avec les principes d'ISO 14 000 qu'aux entreprises qui veulent être certifiées. «Le livre va au-delà de la présentation de la norme, déclare l'auteure. Il fournit des outils concrets aux gestionnaires.»

Le seul ouvrage ayant été publié en français au Québec sur ISO 14 000 a déjà un certain nombre d'années. En outre, il s'agit d'un ouvrage collectif. «Le livre que je propose est un produit intégré qui peut se lire facilement du début à la fin. Le contenu a d'ailleurs été élaboré dans le cadre d'une collaboration avec le Bureau de normalisation du Québec.»

En plus de permettre aux compagnies de s'ouvrir plus facilement au marché international, le respect de la norme ISO 14 000 et l'engagement envers l'environnement peuvent donner une longueur d'avance aux chefs d'entreprises. À titre d'exemple, la chercheuse évoque les stratégies différenciées des entreprises du secteur énergétique. La compagnie Exxon, numéro un mondial de l'industrie pétrolière, clame haut et fort qu'elle n'a aucune intention de répondre aux exigences de Kyoto et conteste même le phénomène de l'effet de serre. En parallèle, le numéro deux, Shell, investit dans un programme d'énergies nouvelles qui permettra éventuellement de faire face au défi des changements climatiques. Le jour où les choses bougeront sur le plan

législatif, Shell aura très certainement une longueur d'avance non seulement au chapitre du développement technologique, mais également comme interlocuteur auprès des pouvoirs publics en charge de la mise en œuvre d'un programme de réduction des gaz à effet de serre.

... et la solidarité sociale

Bien entendu, il ne suffit pas qu'une entreprise s'engage dans un processus de gestion environnementale pour être jugée socialement responsable. En effet, une compagnie peut être certifiée ISO 14 000 tout en mettant sur le marché un produit qui a un impact négatif sur la société, des cigarettes par exemple. «L'entreprise doit s'interroger sur la réelle utilité de son produit, souligne Mme Gendron.

Répond-il à un besoin fondamental? Quel impact a-t-il sur la société et sur l'environnement?»

Idéalement, avant de réaliser quelque projet que ce soit, une compagnie devrait interroger les individus, groupes ou organisations qui seront affectés par ses activités, ses services et ses produits. Cette démarche permettrait aux gestionnaires d'établir un dialogue constructif avec les différents acteurs sociaux et de concevoir leurs projets en fonction des valeurs prédominantes de la société.

En plus de répondre aux besoins réels, les projets d'entreprises devraient chercher à réduire ou à tout le moins ne pas contribuer à augmenter les écarts entre les classes sociales, entre les hommes et les femmes, entre les groupes religieux ainsi qu'entre les pays du Nord et du Sud. Les projets devraient aussi éviter d'engendrer des iniquités intergénérationnelles. La maxime du développement durable l'exprime bien : nos besoins doivent être comblés sans compromettre la satisfaction des besoins des générations futures.

Selon Corinne Gendron, la dimension sociale demeure le parent pauvre du développement durable. «On s'est beaucoup soucié des questions environnementales, mais très peu des questions sociales. Les facteurs sociaux sont certainement plus difficiles à contrôler que les aspects environnementaux. Ils sont plus nombreux et difficilement quantifiables. Par exemple, il est malaisé d'accorder une note aux conditions de travail dans une usine chinoise. Qu'importe, les sociologues doivent se mêler aux chimistes, biologistes et ingénieurs et tous doivent se mettre à parler un langage commun.»

Celle qui détient un doctorat en sociologie et un post-doctorat en éthique sociale (après avoir complété un baccalauréat en droit et un MBA) compte bien être du nombre. Ses intérêts de recherche, qui portaient au départ principalement sur les questions environnementales, se sont élargis pour inclure davantage les dimensions éthiques de la gestion, la responsabilité sociale et le développement durable. «Il faut faire avec les questions sociales ce qu'on a fait pour l'environnement. On note présentement une ouverture du côté des entreprises. C'est le moment de mettre le pied dans la porte.» ●